

Convention collective régionale
IDCC : 1635. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(Gironde et Landes)
(19 février 1991)

(Bulletin officiel n° 1991-4 bis)
(Etendue par arrêté du 7 octobre 1991,
Journal officiel du 17 octobre 1991)

ACCORD DU 27 MAI 2011
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES AU 1^{ER} JUIN 2011

NOR : ASET1150924M
IDCC : 1635

Entre :

L'UIMM Gironde et Landes,

D'une part, et

Le SMG ;

L'USMG FO,

D'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'article 29 des clauses particulières de la convention collective du 19 février 1991 applicable aux entreprises des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Gironde et des Landes. Il se réfère également aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national modifié du 13 juillet 1983 sur l'application des rémunérations minimales hiérarchiques.

Conclu ce jour, le présent accord porte effet à compter du 1^{er} juin 2011.

Article 2

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'accord national du 17 janvier 1991, reprises à l'article 29 des clauses particulières de la convention collective susvisée, les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques fixées ci-dessous servent uniquement de base de calcul à la prime d'ancienneté instaurée par l'article 34 desdites clauses particulières.

Article 3

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point fixée à 4,75 € à compter du 1^{er} juin 2011.

Les mensuels ouvriers tels qu'ils sont définis par la classification « ouvriers » instituée par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Cette majoration est portée à 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Les rémunérations minimales hiérarchiques obtenues par les calculs prévus au présent article sont déterminées pour une durée légale hebdomadaire de 35 heures de travail effectif au sens des articles L. 3121-1 et suivants du code du travail.

Ces valeurs devront donc être adaptées proportionnellement pour les entreprises dont l'horaire collectif légal ou conventionnel de travail effectif serait inférieur à 35 heures hebdomadaires.

Article 4

Les rémunérations minimales hiérarchiques des barèmes joints en annexe comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 5

La prime d'ancienneté est calculée dans les conditions ci-après sur le barème des rémunérations minimales hiérarchiques.

- 3 % après 3 ans ;
- 4 % après 4 ans ;
- 5 % après 5 ans ;
- 6 % après 6 ans ;
- 7 % après 7 ans ;
- 8 % après 8 ans ;
- 9 % après 9 ans ;
- 10 % après 10 ans ;
- 11 % après 11 ans ;
- 12 % après 12 ans ;
- 13 % après 13 ans ;
- 14 % après 14 ans ;
- 15 % après 15 ans.

Cette prime, calculée séparément et en proportion directe de l'horaire de travail effectif, s'ajoute aux appointements réels de l'intéressé.

La prime d'ancienneté devra figurer, à part, sur le bulletin de paie.

Article 6

En cas de contestation concernant l'application des rémunérations prévues au présent accord, la solution des litiges relèvera des dispositions suivantes :

Une commission mixte composée :

- moitié par l'union des industries et métiers de la métallurgie Gironde et Landes ;
 - moitié par les organisations syndicales représentatives intéressées au conflit et cosignataires du présent accord, et à raison de deux représentants par organisation,
- examinera les difficultés d'application dûment justifiées et motivées qui lui seraient soumises.

Article 7

Après expiration du délai prévu par les dispositions législatives en vigueur du code du travail, le texte du présent accord fera l'objet d'un dépôt, en nombre suffisant d'exemplaires, auprès des services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des

prud'hommes de Bordeaux, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Bruges, le 27 mai 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations minimales hiérarchiques servant au calcul de la prime d'ancienneté à compter du 1^{er} juin 2011

Horaire hebdomadaire : 35 heures de travail effectif.

Valeur du point : 4,75 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	AGENTS DE MAÎTRISE sauf AM d'atelier	AGENTS ADMINISTRATIFS et techniciens
V	3	395	1 876,25	1 876,25
	3	365	1 733,75	1 733,75
	2	335	1 591,25	1 591,25
	1	305	1 448,75	1 448,75
IV	3	285	1 353,75	1 353,75
	2	270		1 282,50
	1	255	1 211,25	1 211,25
III	3	240	1 140,00	1 140,00
	2	225		1 068,75
	1	215	1 021,25	1 021,25
II	3	190		902,50
	2	180		855,00
	1	170		807,50
I	3	155		736,25
	2	145		688,75
	1	140		665,00

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS y compris majoration 5 %		AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier y compris majoration 7 %	
V	3	395			AM7	2 007,59
	3	365			AM7	1 855,11
	2	335			AM6	1 702,64
	1	305			AM5	1 550,16
IV	3	285	TA4	1 421,44	AM4	1 448,51
	2	270	TA3	1 346,63		
	1	255	TA2	1 271,81	AM 3	1 296,04

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS y compris majoration 5 %		AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier y compris majoration 7 %	
III	3	240	TA1	1 197,00	AM2	1 219,04
	2	225				
	1	215	P3	1 072,31	AM1	1 092,74
II	3	190	P2	947,63		
	2	180				
	1	170	P1	847,88		
I	3	155	O3	773,06		
	2	145	O2	723,19		
	1	140	O1	698,25		